

WISES & COHESION FUNDS

LOOK BACK TO HISTORY

1957: The Treaty of Rome, States set out to 'strengthen the unity of their economies and ensure their harmonious development by reducing disparities between the various regions and the backwardness of the least-favoured regions.'

1986: The Single European Act, Cohesion policy was enshrined in the Treaties.

2007: The Lisbon Treaty describes it as a 'policy of economic, social and territorial cohesion.'



CONCRETELY

Cohesion policy Provide funds for projects that meet specific objectives in a given area, such as a urban areas or European regions.

The budget is allocated across 4 Structural Funds, each with a specific focus.

1. ERDF supports projects in transport, research, digital technology, SMEs, and the environment
2. ESF+ focuses on employment, training, and social inclusion.
3. Cohesion Fund aids countries with incomes below 90% of the EU average in areas like transport and energy.
4. Just Transition Fund helps regions address the social and economic impacts of the ecological transition.



WHAT IS IN FOR WISES ?

WISEs are strongly funded through cohesion Funds. They offer WISEs opportunities to access funding for projects promoting employment, social inclusion, and skills development, particularly through the European Social Fund (ESF). Additionally, they can benefit from support for innovation and sustainability initiatives under the European Regional Development Fund (ERDF)..



- 🌟 The EU is investing €65 billion to prepare workers for the green and digital transitions.
- 🌟 Member States with high numbers of young people not in employment, education, or training must dedicate at least 12.5% of their ESF+ funds to youth employment.
- 🌟 The ESF+ also supports social innovation in employment, education, skills, and social inclusion at national and transnational levels.

ENSIE has been participating to the HELPDESK project aiming at facilitating access and use of EU funds for social services. Tools, MOOCs, and policy guidance are available: <https://eufunds4social.eu/>



After the 2021-2027 long-term budget, cohesion funds will most probably significantly change in terms of structure and policy targets. To know more, read the reports available here: <https://european-social-fund-plus.ec.europa.eu/en/future-esf>

ENSIE RECOMMENDATIONS

1. **Earmarking Funds for Social Economy:** ENSIE advocates for reserving specific portions of cohesion funds—10% of the European Social Fund Plus (ESF+) and 5% of the European Regional Development Fund (ERDF)—to support Social Economy initiatives, including WISEs.
2. **Capacity Building for Public Authorities:** There is a need for stronger support in training, peer-to-peer learning, and capacity building for public officials to better understand ground-based needs.
3. **Full implementation of the Partnership Principles:** This includes establishing mechanisms for dialogue and consultation between public authorities and social economy networks to foster inclusive and effective development strategies, ensuring that WISEs are genuinely involved in decision-making processes.



ESI & FONDS DE COHESION

RETOUR SUR L'HISTOIRE

1957 : Traité de Rome, les Etats s'engagent à « renforcer l'unité de leurs économies et à en assurer le développement harmonieux en réduisant l'écart entre les diverses régions et le retard des régions les moins favorisées ».

1986 : L'Acte unique européen, la politique de cohésion est inscrite dans les traités.

2007 : Le traité de Lisbonne la décrit comme une « politique de cohésion économique, sociale et territoriale ».



CONCRÈTEMENT

La politique de cohésion permet de financer des projets qui répondent à des objectifs spécifiques dans une zone donnée, telle qu'une zone urbaine ou une région européenne.

Le budget est réparti entre 4 Fonds structurels, chacun ayant un objectif spécifique.

1. Le FEDER soutient des projets dans les domaines des transports, de la recherche, de la technologie numérique, des PME et de l'environnement.
2. Le FSE+ se concentre sur l'emploi, la formation et l'inclusion sociale.
3. Le Fonds de cohésion aide les pays dont les revenus sont inférieurs à 90 % de la moyenne européenne dans des domaines tels que les transports et l'énergie.
4. Le Fonds de transition juste aide les régions à faire face aux conséquences sociales et économiques de la transition écologique.



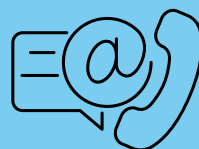
WHAT IS IN FOR WISES ?

Les ESI sont fortement financées par les Fonds de cohésion. Ceux-ci offrent aux ESI la possibilité d'accéder au financement de projets favorisant l'emploi, l'inclusion sociale et le développement des compétences, en particulier par le biais du Fonds social européen (FSE). En outre, elles peuvent bénéficier d'un soutien pour des initiatives d'innovation et de durabilité dans le cadre du Fonds européen de développement régional (FEDER).



- ❖ L'UE investit 65 milliards d'euros pour préparer les travailleurs aux transitions verte et numérique.
- ❖ Les Etats membres qui comptent un grand nombre de jeunes sans emploi, éducation ou formation doivent consacrer au moins 12,5 % de leurs fonds FSE+ à l'emploi des jeunes.
- ❖ Le FSE+ soutient également l'innovation sociale dans les domaines de l'emploi, de l'éducation, des compétences et de l'inclusion sociale aux niveaux national et transnational.

ENSIE a participé au projet HELPDESK visant à faciliter l'accès et l'utilisation des fonds de l'UE pour les services sociaux. Des outils, des MOOC et des orientations politiques sont disponibles à l'adresse suivante : <https://eufunds4social.eu/>



Après le budget à long terme 2021-2027, les fonds de cohésion changeront probablement de manière significative en termes de structure et d'objectifs politiques. Pour en savoir plus, lisez les rapports disponibles ici : <https://european-social-fund-plus.ec.europa.eu/en/future-esf>

ENSIE RECOMMANDATIONS

1. **Réserver des fonds pour l'économie sociale** : L'ENSIE préconise de réserver des portions spécifiques des fonds de cohésion - 10 % du Fonds social européen Plus (FSE+) et 5 % du Fonds européen de développement régional (FEDER) - pour soutenir les initiatives de l'économie sociale, y compris les ESI.
2. **Renforcement des capacités des autorités publiques** : Il est nécessaire de renforcer le soutien à la formation, à l'apprentissage entre pairs et au renforcement des capacités des fonctionnaires afin de mieux comprendre les besoins sur le terrain.
3. **Mise en œuvre intégrale des principes de partenariat** : Il s'agit notamment de mettre en place des mécanismes de dialogue et de consultation entre les autorités publiques et les réseaux d'économie sociale afin de favoriser des stratégies de développement inclusives et efficaces, en veillant à ce que les ESI soient véritablement impliquées dans les processus de prise de décision.